



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 15 – Du 28 avril au 4 mai 2023

## En bref

**Afghanistan** : Stagnation du projet transnational TAPI. Les Nations Unies ont tenu au Qatar une conférence spéciale sur l'Afghanistan.

**Bangladesh** : ExxonMobil en négociation pour un projet d'exploration gazière dans la Baie du Bengale. 50 ans de partenariat avec la Banque mondiale : 2,2 Mds USD signés à Washington. Les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) en légère hausse à 3,5 Mds USD en 2022, soit 0,8% du PIB. Lancement d'une étude sur le potentiel de l'éolien offshore.

**Bhoutan** : Le Fonds monétaire international projette une croissance du PIB à 4,7% pour l'année 2023.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Un risque limité de contagion financière, mais des risques baissiers à l'export, selon la Ministre des Finances. Ajay Banga, d'origine indienne, confirmé comme prochain Président de la Banque mondiale. L'indice PMI de l'industrie manufacturière indienne au plus haut depuis quatre mois. *Politique commerciale* : Pic probable des importations indiennes de pétrole russe en mai. Augmentation des exportations indiennes vers les Emirats arabes unis. *Politique budgétaire* : Collecte record des recettes de la GST en avril 2023.

**Maldives** : Le PIB maldivien retrouve et dépasse son niveau d'avant-crise avec une croissance de 13,9% en 2022.

**Népal** : Le Népal devrait enregistrer sa première récession depuis six décennies. Le FMI a approuvé un second versement pour le Népal dans le cadre de l'*Extended Credit Facility* (ECF). La Banque mondiale accorde un financement de 100 M USD pour améliorer le système de santé.

**Pakistan** : La Directrice générale du FMI assure que la dette pakistanaise est soutenable. L'ancien gouverneur par intérim de la SBP indique dans *The Economist* qu'il ne croit pas à la soutenabilité de la dette pakistanaise. La cheffe de mission résidente du FMI aurait récemment rappelé les engagements attendus du gouvernement pakistanais afin de conclure la 9<sup>ème</sup> revue de l'EFF. Inflation : l'IPC à 36,4% en g.a. en avril.

**Sri Lanka** : Annonce de fusion entre les entreprises de télécommunication Dialog et Bharti Airtel. Le Parlement sri lankais approuve l'accord trouvé avec le FMI. Forte chute de l'inflation en avril, à 35,3% en g.a. après 50,3% en mars. Le Conseil des ministres donne son accord pour l'obtention de prêts de 350 M USD et 150 M USD de la BAsD et de la Banque Mondiale.

## Afghanistan

### Stagnation du projet transnational TAPI

À la suite de la prise de pouvoir des Talibans en août 2021, la progression du projet TAPI a intégralement cessé, en lien avec l'arrêt net des financements octroyés par les bailleurs internationaux. La probabilité de reprise à court terme demeure faible, malgré la récente réalisation de l'étude de faisabilité par le ministère des Mines et du Pétrole.

Pour rappel, le projet TAPI est relatif à la mise en œuvre d'un gazoduc transnational acheminant le produit des champs gaziers du Turkménistan vers l'Afghanistan, le Pakistan puis l'Inde. De surcroît, le projet confère à l'Afghanistan un statut de pays « transit » pour l'énergie, lui garantissant par ce biais une meilleure intégration au sein de la région Asie du Sud.

La réticence des bailleurs internationaux, en l'espèce la Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement, à financer le projet est largement imputable au déni de légitimité de l'administration talibane par la communauté internationale ainsi qu'aux rivalités politiques régionales persistantes, notamment entre l'Inde et le Pakistan, susceptibles d'affecter la mise en œuvre du projet.

En revanche, le ministère de l'Économie afghan affirme la continuité du dialogue avec les donateurs et compte toujours obtenir les financements promis pour la réalisation du projet, au même titre que ceux garantis dans le cadre du projet énergétique CASA-1000, également un projet énergétique facilitant le transit de l'hydroélectricité excédentaire du Kirghizistan vers le Tadjikistan, l'Afghanistan puis le Pakistan.

### Les Nations Unies ont tenu au Qatar une conférence spéciale sur l'Afghanistan

Le 1<sup>er</sup> mai dernier à Doha, les Nations Unies, accompagnées de représentants diplomatiques d'une vingtaine de nations et institutions internationales, ont tenu une conférence de deux jours portant sur la situation critique du pays, et s'articulant particulièrement autour des

droits des femmes, gravement remis en cause en Afghanistan, compte tenu de leur bannissement de la sphère publique ainsi que des formations secondaire et supérieure. Le fait que les Talibans n'étaient pas invités à participer aux discussions a suscité de vives critiques de la part des officiels de l'administration talibane, qui ont « déploré le manque d'efficacité » (*sic*) des discussions induit par leur absence.

L'objectif de la conférence était de parvenir à une compréhension commune, au sein de la communauté internationale, sur la manière d'engager une discussion avec les Talibans sur les sujets névralgiques tels que le droit des femmes, la gouvernance, ou la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent. Par ailleurs, il convient de souligner la position ferme de la communauté internationale sur la possibilité d'une reconnaissance de l'administration talibane, le sujet n'ayant pas même été abordé.

Pour rappel, depuis la prise de pouvoir des Talibans, les femmes n'ont plus accès à l'enseignement secondaire non plus qu'au supérieur. En outre, le mois dernier, les autorités talibanes ont étendu l'interdiction pour les femmes de travailler avec les agences des Nations Unies. En réaction, ces dernières ont ordonné un réexamen de leurs opérations de secours en Afghanistan, dont une grande partie de la population de 38 millions d'habitants dépend, notamment au titre de l'aide alimentaire. Leur décision de poursuivre le maintien des opérations de secours en Afghanistan demeure un choix extrêmement délicat pour l'Organisation, consciente des répercussions directes sur la population.

## Bangladesh

### ExxonMobil en négociation pour un projet d'exploration gazière dans la Baie du Bengale

ExxonMobil a récemment marqué son intérêt de réaliser l'exploration des 15 blocs en eau profonde (DS-08 à DS-22). Il faudra néanmoins au moins huit ans pour commencer à extraire ce gaz. A ce jour, aucun gisement offshore n'est exploité, à cause de conditions contractuelles

jusqu'alors considérées comme trop défavorables. Dès 2016, le gouvernement du Bangladesh a pris l'initiative de mettre à jour le *Model Production Sharing Contract* (MPSC) afin d'inciter les compagnies pétrolières internationales à participer au prochain appel d'offres pour l'exploration pétrolière et gazière dans les blocs offshore du pays. Le consultant Wood Mackenzie a appuyé les autorités dans cette démarche.

Le Bangladesh extrait du gaz onshore depuis 1955, notamment au travers de trois filiales de l'entreprise publique Petrobangla et, depuis le début des années 2000, dans le cadre de contrats avec Chevron (l'un des principaux investisseurs du pays), KrisEnergy (Singapour) et Niko Resources (Canada). Mais les ressources s'amenuisent rapidement. Le pays a atteint un pic de production en 2015-16 et est stable depuis à autour de 900-1000 bcf. Les autorités envisagent à ce stade un épuisement de la ressource d'ici au début des années 2030, mais des découvertes faites en 2022 pourraient permettre de repousser cette date de quelques années.

Dans ce contexte d'épuisement des gisements onshore, de délai dans l'exploration offshore et d'une croissance économique forte couplée à un important recours au gaz, la demande en importations de gaz naturel liquéfié va aller en grandissant. Le Bangladesh a d'ores et déjà acheté plusieurs livraisons sur le marché spot, dont une partie est livrée par TotalEnergies.

#### 50 ans de partenariat avec la Banque mondiale : 2,2 Mds USD signés à Washington

La Première ministre Sheikh Hasina est en déplacement à Washington à l'occasion du cinquantenaire du partenariat entre le Bangladesh et la Banque Mondiale. En marge de la cérémonie, les conventions de cinq projets représentant au total 2,25 Mds USD ont été signées. En moyenne, les engagements de la Banque s'élèvent à 1,5 Md USD sur les dernières années.

Approuvé en juin 2022, le plus gros projet concerne l'initiative ACCESS (753 M USD) visant à améliorer les échanges régionaux entre le

Bangladesh et ses voisins en réduisant les coûts de transport ainsi que le temps de transit le long des corridors régionaux. Il comprend la construction d'une autoroute entre Sylhet (nord-est) et la frontière indienne, la numérisation des centres logistiques (*land port*) de Benapole, Bhomra et Burimari et la modernisation des douanes à Chittagong, qui prennent en charge 90% des échanges commerciaux.

Une aide budgétaire de 500 M USD a également été signée. Le *Green, Resilient Inclusive Development programme* contient notamment des mesures telles que la mise en place d'un mécanisme d'ajustement mensuel des prix de l'essence, des actions pour renforcer la prise en compte de l'efficacité énergétique dans la construction ou encore le soutien au Delta Plan 2100.

Le projet RIVER, de 500 M USD, améliorera la résilience et les dispositifs à mobiliser en cas d'inondations dans 14 régions du pays couvrant 1,25 M de personnes, en ligne avec le Delta Plan. 250 M USD permettront de financer les activités de PKSF, institution publique spécialisée dans le microcrédit. Enfin, 250 M USD sont fléchés pour le projet BEST qui vise entre autres à améliorer les contrôles des émissions de particules des véhicules, le renforcement des capacités et de la gouvernance du *Department of Environment*, en charge des contrôles et la mise en œuvre d'un Partenariat Public-Privé pour le traitement des déchets électroniques. Ce projet est un co-financement avec l'Agence Française de Développement (AFD) qui contribue notamment à la mise en place d'un fonds de garantie afin de mobiliser le secteur financier sur des projets permettant d'améliorer la qualité de l'air.

#### Les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) en légère hausse à 3,5 Mds USD en 2022, soit 0,8% du PIB

Les statistiques publiées par la *Bangladesh Bank* reflètent un flux net d'IDE de 3,5 Mds USD pour l'année civile 2022, soit 0,8% du PIB. Les prévisions du FMI tablent sur 0,7% pour 2022-23 puis 1,0% pour 2023-24.

D'après les données de la Banque Mondiale, les IDE vers le Bangladesh en 2021 ne représentaient

que 0,4% du PIB, derrière le Pakistan (0,6%), Sri Lanka (0,7%) et l'Inde (1,4%). En moyenne, les Pays les Moins Avancés ont réussi à attirer 2,0% du PIB en investissements directs étrangers.

L'objectif du gouvernement, indiqué dans le 8<sup>ème</sup> Plan quinquennal, est d'atteindre 3% d'ici l'exercice 2024-25. Le précédent Plan ciblait déjà 3% en 2018-19, mais les différentes initiatives du gouvernement (zones économiques spéciales, guichet unique du BIDA, etc.) peinent à porter leurs fruits.

Les principaux secteurs concernés sont l'industrie manufacturière à 35% (notamment prêt-à-porter, et dans une moindre mesure agroalimentaire et engrais), le secteur de l'énergie à 25% (production d'électricité et gaz) et le secteur financier à 20%.

#### Lancement d'une étude sur le potentiel de l'éolien offshore

Le ministère en charge de l'Énergie vient de signer un contrat avec la société néerlandaise BLIX Consultancy en joint-venture avec CESI (Italie) et Synothech (Bangladesh) pour étudier le potentiel de l'éolien en mer. Le projet, financé par la Banque Asiatique de Développement, comprendra la réalisation d'une étude de pré-faisabilité (identification des deux zones les plus propices) et de faisabilité détaillée pour ces deux zones (connexion au réseau, étude économique, analyse de la réglementation, etc.).

Le secteur éolien est très peu développé au Bangladesh. La capacité totale de production s'élève seulement à 2,9 MW, dont 2 MW en dehors du réseau, d'après la *Sustainable & Renewable Energy Development Authority* (SREDA). Il s'agit de trois infrastructures construites en 2006, 2008 et 2015, à proximité de Cox's Bazar (sud-est). Le potentiel pourrait néanmoins être important. Le premier rapport publié sur le sujet date de novembre 2018 ; rédigé par des experts de l'American National Renewable Energy Laboratory, laboratoire du ministère américain de l'Énergie, il permet de mieux connaître le potentiel de l'éolien au Bangladesh. Plus de 20.000 km<sup>2</sup> de terres situées dans le sud du pays, à proximité de la Baie du Bengale, bénéficieraient de vents d'une vitesse

moyenne comprise entre 5,75 et 7,75 m/s à 120 m de hauteur.

## Bhoutan

### Le Fonds Monétaire International projette une croissance du PIB à 4,7% pour l'année 2023

D'après le dernier *World Economic Outlook* publié début avril par le FMI, la croissance est projetée à un rythme de 4,7% en 2023, contre 4,3% en 2022. En parallèle, la BASD projette une croissance de 4,6% et la Banque Mondiale table sur une progression de 4,1% pour l'exercice.

Selon les experts du FMI, la capacité de production hydroélectrique, premier secteur d'activité, devrait augmenter en lien avec l'amélioration du débit hydrologique, de retour à la normale après deux années de baisse.

En revanche, selon le FMI, le rythme de croissance devrait ralentir lors de l'exercice suivant pour s'établir autour de 3,4%, en liaison avec la baisse de l'investissement public. En outre, en dépit de l'ouverture des frontières, la reprise de l'arrivée touristique devrait rester modérée en raison de l'augmentation de la taxe sur le séjour aussi appelée « taxe de développement durable » qui passe désormais à 200 EUR par jour et par personne.

## Inde

### Indicateurs macroéconomiques

### Un risque limité de contagion financière, mais des risques baissiers à l'export, selon la Ministre des Finances

Selon la Ministre des Finances, interrogée à l'occasion de l'évènement de remise des ET Awards - prix décernés par *The Economic Times* chaque année aux entreprises – le risque de contagion, lié aux faillites bancaires aux États-Unis, demeure limité pour l'Inde.

Selon la Ministre, la politique monétaire de la Banque centrale indienne (RBI) se découple depuis un an et demi de celle conduite par la Fed, ce qui permettrait de contenir le risque de contagion bancaire. L'Europe serait, selon elle, davantage exposée à la possibilité d'une récession.

En revanche, la Ministre a souligné le risque que représente pour l'économie indienne, l'entrée en récession de ses marchés à l'export, qui devrait affecter la demande globale adressée à l'Inde et par conséquent, entraîner un recul des exportations indiennes.

#### Ajay Banga, d'origine indienne, confirmé comme prochain Président de la Banque mondiale

Ajay Banga, un Américain d'origine indienne et ancien PDG de Mastercard, a été nommé 14<sup>ème</sup> Président de la Banque mondiale. Son mandat, qui débute le 2 juin, durera cinq ans. Un Conseil d'administration composé de 25 membres a confirmé M. Banga dans ses fonctions.

Candidat des Etats-Unis, M. Banga veut donner la priorité, durant son mandat, à la réforme de la Banque mondiale et au financement de la lutte contre le réchauffement climatique. Sur ce dernier point, et compte tenu de l'importance des besoins de financement, M. Banga souhaite impliquer davantage le secteur privé. Parmi les solutions préconisées, il envisage notamment de repenser l'approche du financement « par projet spécifique », pour être plus incitatif pour le secteur privé.

Depuis sa création à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Banque mondiale est dirigée par des Américains. Mais cette hégémonie est de plus en plus remise en cause, notamment par les grands pays émergents, Brésil, Chine, Inde et Russie en tête, qui souhaitent voir leur place dans les institutions financières internationales se renforcer.

La décision américaine de proposer la candidature d'Ajay Banga, qui est né et a grandi en Inde, avant d'acquérir la nationalité américaine en 2007, apparaît d'autant plus stratégique que les Etats-Unis souhaitent se rapprocher de l'Inde pour contrer l'influence chinoise dans la région.

#### L'indice PMI de l'industrie manufacturière indienne au plus haut depuis quatre mois

L'industrie manufacturière indienne a enregistré son taux de croissance le plus élevé depuis le début de l'année civile grâce à l'augmentation des commandes, selon une enquête de S&P.

L'indice S&P *Global India Manufacturing Purchasing Managers' Index* (PMI) a augmenté en avril, pour atteindre 57,2 contre 56,4 le mois précédent, et la hausse concerne l'ensemble des sous-composantes de l'indice. Elle reflète un développement rapide des nouvelles commandes pour les entreprises, qui ont, selon S&P, bénéficié de pressions relativement faibles sur les prix, de meilleures ventes à l'international et d'une efficacité accrue des chaînes d'approvisionnement.

L'enquête de S&P révèle également que les coûts des intrants ont augmenté à un rythme plus rapide en avril, et qu'ils ont été en partie répercutés sur les clients. La hausse des prix de détail, tout au moins pour les composantes non-agricoles, ne devrait donc pas ralentir sensiblement à court terme.

#### Politique commerciale

#### Pic probable des importations indiennes de pétrole russe en mai

La Russie est restée le principal fournisseur de pétrole brut de l'Inde en avril, augmentant encore sa part de marché à 36,4 % (contre 33,8% en mars). Cette part était de 0,2 % avant la guerre en Ukraine. Au cours de ce même mois, les parts de l'Irak, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, toutes en baisse, ont atteint respectivement 17,6 %, 14,5 % et 6,5 %. Celles des Etats-Unis et de l'Afrique ont en revanche légèrement progressé.

La hausse des importations de pétrole russe à prix réduit a toutefois ralenti au cours des derniers mois, à 1,8 % en mars et à 4 % en avril, contre 29 % en décembre et 26 % en février. Selon certains analystes, elle pourrait atteindre son maximum en mai, compte tenu d'une concurrence accrue de la demande chinoise.

Aussi, les exportations de pétrole raffiné indien vers l'Europe ont ralenti, à 264000 barils/jour vers l'Europe en avril, contre 285000 barils/j en mars.

### Augmentation des exportations indiennes vers les Emirats arabes unis

Selon le gouvernement indien, les exportations de l'Inde vers les Émirats arabes unis (EAU) devraient atteindre 50 Mds USD d'ici 2026-27, contre 31,3 Mds USD actuellement, stimulées par l'accord de libre-échange entre les deux pays.

L'accord de partenariat économique global entre l'Inde et les EAU (CEPA), signé entre les deux nations le 18 février 2022, est officiellement entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai de l'année dernière.

Depuis lors, selon le secrétaire au commerce Sunil Barthwal, le commerce bilatéral a crû de manière significative. Les exportations de l'Inde vers les EAU en 2022-23 ont augmenté de 11,8 % pour atteindre 31,3 Mds USD, tandis que les importations ont augmenté de 18,8 % pour atteindre 53,2 Mds USD.

### Politique budgétaire

#### Collecte record des recettes de la GST en avril 2023

Le ministère des Finances a annoncé lundi que la collecte de la taxe sur les produits et services (GST) pour le mois d'avril 2023 s'élevait à 1870 Mds INR (23 Mds USD), soit le montant le plus élevé jamais atteint.

Cela représente 2,4 Mds USD de plus que la collecte d'avril 2022 (précédent record établi) et 3,3 Mds USD supplémentaires par rapport à la collecte du mois de mars.

### Maldives

#### Le PIB maldivien retrouve et dépasse son niveau d'avant-crise avec une croissance de 13,9% en 2022

Selon le nouveau rapport annuel de la Banque centrale maldivienne (MMA), la croissance du PIB pour l'année 2022 s'est élevée à 13,9% après une

contraction de 33,5% en 2020 et une reprise de 41,7% en 2021. La croissance de 2022, induite majoritairement par la reprise du tourisme (+27% d'entrées par rapport à 2021), s'accompagne d'une inflation moyenne de 2,3% après 0,5% en 2021. Le déficit public passe quant à lui de 13,8% du PIB en 2021 à 11,9% en 2022, la dette de l'Etat de 94% à 96% du PIB et la dette publique (y compris garantie) de 109% à 113% du PIB. La dette publique externe (y compris garantie par l'Etat) passe de 50% à 51% du PIB. Le déficit courant passe de 8% à 17% du PIB, tiré principalement par le déficit commercial qui passe de 2,1 à 2,9 Mds USD du fait de l'augmentation du coût des importations et de la demande interne. La MMA table pour 2023 sur une croissance du PIB de 7,6% et sur une inflation moyenne de 3,4%, portée notamment par la hausse de la TVA depuis janvier 2023 (de 6 à 8% pour les biens et services généraux et de 12% à 16% pour les biens et services touristiques). Le déficit public-cible pour 2023 est de 8,3% du PIB, ramenant la dette publique et garantie par l'Etat à 108,9% du PIB.

### Népal

#### Le Népal devrait enregistrer sa première récession depuis six décennies

Selon l'Office National des Statistiques, le taux de croissance ajusté du PIB pour le deuxième trimestre de l'exercice fiscal actuel (T2 2022-23) pourrait chuter à - 0,73 %. Ce résultat intervient alors que le pays avait déjà enregistré deux trimestres consécutifs de croissance négative, au quatrième trimestre de l'exercice 2021-22 et au premier trimestre de l'exercice 2022-23, avec respectivement - 0,24 % et - 0,34 %.

Cette baisse est imputable à plusieurs facteurs endogènes. Le secteur de la construction a reculé de 12,7 % au T1 2022-23 et de 6,1 % au T2 en raison de la hausse des prix des matériaux, de la baisse des crédits et de la fermeture d'usines de concassage illégales en 2023, entraînant une pénurie de sable et d'agrégats. Le secteur des mines et carrières a subi une baisse de 18,51 % au deuxième trimestre. La croissance du commerce

de gros et de détail a également été négative, à hauteur de 4,33 % au cours de la même période.

De plus, le gouvernement ne semble pas en mesure de soutenir l'économie népalaise. Les recettes fiscales sont au plus bas et sont en baisse de 14 % au T2 2022-23 par rapport au T2 2021-22, tandis que les recettes douanières, à 2,2 milliards USD au T2 2022-23, restent bien en deçà de l'objectif annoncé de 3,7 milliards USD.

Signe de faiblesse, les investissements directs étrangers (IDE) n'ont atteint que 9 M USD au cours des huit premiers mois de l'exercice 2022-23. Ce chiffre est à comparer aux 125 M USD d'IDE au cours de la même période lors de l'exercice 2021-22.

Adossée à une inflation élevée d'environ 7,14% et à un environnement politique instable (trois premiers ministres au Népal en moins de trois ans et des tensions manifestes, notamment en début d'année entre le Gouverneur de la Nepal Rastra Bank Maha Prasad Adhikari et l'ancien ministre des Finances Janardan Sharma), l'économie népalaise semble être dans une situation précaire même si les économistes prévoient une reprise progressive à partir du troisième trimestre de l'année fiscale en cours.

La BAsD, la Banque mondiale et le FMI ont déjà revu en baisse leurs estimations de croissance annuelle pour le Népal à hauteur de 4 %. Certains économistes annoncent même une croissance de 3 %, alors que le gouvernement prévoyait 8 % en début d'année.

### Le FMI a approuvé un second versement pour le Népal dans le cadre de l'Extended Credit Facility

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé l'envoi d'un prêt de 52,8 M USD au Népal.

L'ECF est une aide financière du Fonds Fiduciaire pour la réduction de la Pauvreté et la Croissance (PRGT), sous la tutelle du FMI. Elle est destinée aux pays à faible revenu connaissant des problèmes structurels de balance des paiements. L'ECF pour le Népal a été approuvée par le FMI en janvier 2022, pour un montant de 385 M USD, avec comme objectif principal d'atténuer l'impact économique de la crise sanitaire.

Bien que le Népal ait déjà reçu environ 110 M USD au titre du premier versement de l'ECF, le FMI a

retardé le second versement, déclarant que le Népal ne remplissait pas les conditions requises. Cette décision a été motivée par les mesures de restriction quantitatives adoptées par la Banque centrale népalaise, qui en réponse à la diminution des réserves de change, a fortement contingenté les importations au cours des huit derniers mois.

Toutefois, le FMI est revenu sur sa position en réponse à l'assouplissement des mesures prises depuis. En outre, le FMI a déclaré que le pays avait réussi à rationaliser ses dépenses et à stabiliser sa dette, alors que l'examen du budget en milieu d'année avait révélé une baisse significative des recettes fiscales.

### La Banque mondiale accorde un financement de 100 M USD pour améliorer le système de santé

Ce programme permettra d'améliorer la qualité des services de santé, d'accroître la couverture de l'assurance maladie et de renforcer la capacité des infrastructures sanitaires dans les provinces de Koshi et Gandaki, selon un communiqué de presse publié par la Banque.

Selon Faris Hadad-Zervos, directeur de la Banque mondiale pour les Maldives, le Népal et le Sri Lanka, « en donnant la priorité à la santé et en investissant dans ce domaine, le Népal peut tirer de multiples bénéfices qui se traduiront par une augmentation de la productivité et de la croissance économique ».

## Pakistan

### La Directrice générale du FMI assure que la dette pakistanaise est soutenable

Répondant à la question d'un journaliste sur la soutenabilité de la dette pakistanaise, Mme Georgieva a déclaré : "Nous avons travaillé très dur avec les autorités pakistanaises dans le cadre du programme de l'EFF pour nous assurer que le Pakistan dispose d'un cadre permettant d'éviter un tel risque. L'objectif des discussions entre le FMI et le Pakistan consiste à éviter que la dette du pays ne devienne insoutenable. Nous n'en sommes pas encore là et il vaut mieux éviter d'en

arriver là". Elle a continué en indiquant que "le FMI et les responsables pakistanais discutaient également de la manière de soutenir le Pakistan en termes de garanties financières afin que nous puissions achever le programme".

L'ancien gouverneur par intérim de la SBP indique dans *The Economist* qu'il ne croit pas à la soutenabilité de la dette pakistanaise

Murtaza Syed, qui a été gouverneur par intérim de la Banque centrale pendant quatre mois et demi en 2022 est d'avis que la dette pakistanaise n'est pas soutenable. Il s'exprime comme suit dans un article publié dans *The Economist*, repris *in extenso* par le quotidien anglophone pakistanais *International News* :

"Le gouvernement et le FMI prétendent que la dette publique du Pakistan est soutenable. Le Pakistan a des besoins de financement extérieurs de 35 milliards USD pour chacune des cinq prochaines années, contre des réserves de change limitées actuellement à 4 Mds USD. Pendant ce temps, le gouvernement devra régler chaque année en charge d'intérêts l'équivalent de 5% du PIB sur la dette qu'il doit aux résidents et aux étrangers. Nos recettes fiscales totales ne représentent que 10% du PIB. Si jamais un pays avait besoin d'un allègement de la dette, c'est bien le Pakistan."

La cheffe de mission résidente du FMI aurait récemment rappelé les engagements attendus du gouvernement pakistanais afin de conclure la 9<sup>ème</sup> revue de l'EFF

La presse rapporte cette semaine les propos qu'aurait tenus la cheffe de mission résidente du FMI. Il en résulte les éléments forts vraisemblables suivants, à savoir que le FMI est en attente : (i) d'un engagement clair du gouvernement en matière de fiscalité ; (ii) d'un engagement à ne pas s'impliquer dans de nouvelles subventions, notamment dans le domaine des hydrocarbures et (iii) d'une nouvelle hausse du taux directeur de la Banque centrale (SBP).

Inflation : l'IPC à 36,4% en g.a. en avril

L'indice des prix à la consommation ayant atteint 36,4% en g.a. en avril (contre 35,7% en mars et 31,5 % en février), les éditorialistes soulignent le fait qu'elle dépasse désormais celle du Sri Lanka (35,3%). La hausse des prix des produits alimentaires enregistre une augmentation moyenne en g.a. de 48,1% (+4,4 points par rapport à mars), soit 50,2% dans les zones rurales et 47,1% dans les villes. Le Bureau des statistiques pakistanais souligne que l'augmentation des prix alimentaires est corrélée à celle des prix du transport (+56,8%).

Selon Ali Khizar, responsable de la recherche du quotidien économique *Business Recorder*, l'inflation devrait rester à un haut niveau en raison de la dépréciation de la roupie, de la hausse des prix administrés mais surtout de la politique de contraction des émissions de lettres de crédits menée par les banques privées qui entraînent des pénuries sur le marché.

## Sri Lanka

Annnonce de fusion entre les entreprises de télécommunication Dialog et Bharti Airtel

Le 2 mai 2023, Dialog Axiata (filiale du groupe malaisien Axiata Group Berhad), la première entreprise de télécommunications sri lankaise qui est aussi le premier investisseur étranger du pays (plus de 3 Mds USD), a annoncé avoir trouvé un accord de fusion avec Bharti Airtel Lanka, filiale détenue à 100% par le groupe indien Bharti Airtel. La transaction suppose une montée de Bharti Airtel au capital de Dialog à la hauteur de la juste valeur de Bharti Airtel Lanka via l'émission par Dialog de nouvelles actions. Les parties prenantes doivent encore obtenir la confirmation des autorités de régulation concernées, avant l'approbation de cette fusion par leurs actionnaires. La nouvelle entité sera le premier fournisseur télécom du pays, devant SLT-Mobitel, majoritairement détenu par le gouvernement sri lankais, et Hutchison Telecommunications Lanka (fondé en 2018 à la suite de la fusion du Hong-Kongais CK Hutchison et de l'Emirati Etisalat).



### Le Parlement sri lankais approuve l'accord trouvé avec le FMI

Suite aux réclamations des partis d'opposition soulignant l'opacité de la procédure ayant débouché sur la signature en septembre 2022 d'un accord avec le FMI pour la mise en place d'un programme dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (3,0 Mds USD entre 2023 et 2027), le Président Ranil Wickremesinghe avait entrepris de soumettre au Parlement sri lankais cet accord afin que celui-ci pût être débattu et, dans l'éventualité de son adoption, que ses principaux points fissent ensuite l'objet d'une loi. Les débats, qui se sont tenus entre le 26 et le 28 avril, ont donné lieu à une approbation le 28 avril (120 voix pour, 25 contre). La coalition au pouvoir (SLPP) a soutenu l'accord, ainsi que le parti du Président (UNP), tandis que les principaux partis d'opposition se sont majoritairement abstenus (SJB, TNA, SLFP), critiquant une récupération politique dans la mesure où le vote n'est pas nécessaire à la mise en œuvre du programme ainsi que certains points de l'accord (notamment le seuil d'imposition minimal de l'IR, le taux maximal de l'IR et le taux de l'IS pour les exportateurs). Le Freedom People's Congress et le Uththara Lanka Sabhagaya, composés de dissidents de la coalition majoritaire et indépendants ont voté contre, ainsi que le NPP, parti d'opposition d'extrême-gauche ; ce dernier est en tête dans les sondages d'opinion mais faiblement représenté (trois sièges) au Parlement, dont la composition date de 2020.

### Forte chute de l'inflation en avril, à 35,3% en g.a. après 50,3% en mars

L'inflation alimentaire atteint 30,6% en g.a. (47,6% en mars), l'inflation non-alimentaire 37,6% (51,7% en mars). L'inflation sous-jacente atteint 27,8% en g.a., contre 39,1% en mars. Les prix sont en recul de 1,4% entre mars et avril, chute record pour la série de données du Colombo Consumer Price Index (base 2021 = 100), essentiellement tirés à la baisse par la catégorie non-alimentaire. La trajectoire de désinflation observée depuis l'automne dernier s'accélère à la faveur d'un important effet de base, alors que le tournant du T1/T2 2022 avait été marqué par les pénuries, la forte dépréciation de la roupie et la hausse des

tarifs réglementés, qui avaient donné lieu à une importante hausse des prix des biens de consommation. Elle est également imputable à un *policy-mix* restrictif, à l'amélioration des conditions d'approvisionnement internes et externes et à la modération du cours internationaux des commodités. La Banque centrale réitère ainsi sa projection pour la fin de l'année 2023 d'après laquelle l'inflation passera sous 10%, un scénario plus optimiste que celui retenu par le FMI (15,2% en g.a. fin décembre).

### Le Conseil des ministres donne son accord pour l'obtention de prêts de 350 MUSD et 150 MUSD de la BAsD et de la BM

Le besoin de financement extérieur de Sri Lanka entre 2023 et 2027 est estimé par le FMI à 23,6 Mds USD, dont 16,8 Mds USD doivent être comblés par la restructuration de la dette externe, 3 Mds USD par le FMI et 3,75 Mds USD par des financements complémentaires. Les autorités sri lankaises espèrent ainsi une contribution de la Banque Asiatique de Développement (BAsD) à hauteur de 2 Mds USD, dont 650 M USD en 2023, et de la Banque Mondiale (BM) à hauteur de 1,75 Md USD. Le Conseil des ministres du 24 avril a donné son accord pour l'octroi des premiers prêts de ces institutions depuis le défaut souverain de 2022. Un prêt de 350 M USD octroyé par la BAsD sera destiné au soutien aux réformes et aux finances publiques, accompagné d'une subvention de 1,5 M USD destinée à de l'assistance technique. Le ministre des Affaires étrangères a par ailleurs indiqué avoir effectué une demande auprès de la BAsD afin que celle-ci prenne en compte la détérioration économique et la dégradation de la notation de crédit de Sri Lanka et requalifie le pays pour le rendre éligible à ses financements concessionnels, procédure similaire à la « *reverse graduation* » déjà opérée dans ce sens en décembre dernier par la Banque mondiale. Un autre prêt de 150 M USD sera du reste octroyé par cette dernière, destiné à améliorer la stabilité du système financier. Ces fonds bénéficieront au système sri lankais d'assurance des dépôts, le « *Sri Lanka Deposit Insurance and Liquidity Support Scheme* », dont les réformes portées par la Banque centrale visent à élargir le mandat.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)